

tous ces industriels? Je pense qu'ils leur rapportent certains bénéfices. La liste des votants de York-Est contient environ quarante-sept mille noms. C'est une circonscription assez importante et les électeurs avec leurs familles comprennent à peu près cent mille habitants. J'ai calculé ce qu'ils consomment approximativement, et, avec le consentement de la Chambre, j'insérerai l'état suivant au hansard:

Consommation de produits agricoles dans York-Est		
Dénrée	Quantité	Valeur
Céréales, farine, matières panifiables..	20 000,000 liv.	\$1,200,000
Viandes..	8,000,000 liv.	1,920,000
Beurre et fromage.. . . .	3 400,000 liv.	1,360,000
Œufs..	1,360,000 douz.	680 000
Lait..	5,000,000 pintes	550,000
Pommes de terre et autres légumes..	5,000,000 boiss.	450,000
Autres produits de ferme..		200,000
Fruits canadiens..		40,000
		\$6,400,000

Donc près de six millions et demi de dollars en produits de ferme. Et cet argent ne serait nullement utile aux cultivateurs du comté de York, ni à nos fermiers de l'Ouest? Je dis au contraire qu'il est très utile; et j'affirme aussi qu'il nous faut maintenir l'industrie afin d'offrir un emploi varié aux générations qui grandissent.

Ma circonscription, monsieur l'Orateur, comprend un très grand township,—d'une population d'environ 13,000,—et d'une production agricole considérable. Je veux dire un mot ou deux en son nom, car je n'aurai plus l'occasion de le faire au cours de la présente législature, si le Gouvernement est honnête et met son sort entre les mains des électeurs cet automne; d'ailleurs le dernier remaniement de la carte électorale a fait disparaître la circonscription de York-Est. Voici une liste des légumes que nous avons importés en 1924:

Pommes de terre..	24,867,896 liv.
Oignons..	393,578 liv.
Choux..	273,933 liv.
Tomates..	313,591 boiss.

Encore, pourquoi serait-il nécessaire d'importer 9,270,176 livres de conserves de légumes, tels que fèves, maïs, tomates, pour une valeur de \$965,449? Si mes commettants de York-Est, en sus de leurs ventes actuelles, remplissaient quelques-unes de ces commandes, ils seraient prospères. Faisons face à la situation: protégeons nos maraîchers en réduisant dans la mesure du possible nos importations de l'étranger. On constate aussi que le Canada importe des quantités considérables de fruits frais et préparés que nos producteurs canadiens pourraient très bien fournir. J'en

ai rédigé un relevé que je demande la permission de faire insérer au compte rendu:

Fruits importés en 1924		
Pommes..	195,693 barils	\$878,415
Fraises..	5,014,267 liv.	740,699
Prunes..	140,208 boiss.	374,250
Poires..	17,804,789 liv.	782,464
Pêches..	13,405,896 liv.	510,710
Raisins..	11,202,740 liv.	874,941
Cerises..	625,313 liv.	105,978

Ajoutons à cela les importations de fruits préparés et desséchés qui atteignent un total de quelque 20 millions de livres par année, et on voit le besoin impérieux qu'il y a de conserver le marché canadien aux produits de nos fermiers canadiens.

A ce propos tous les honorables membres comprennent, j'en suis sûr, que par suite de notre situation géographique plus au nord, les fruits américains inondent notre marché avant que nos primeurs canadiennes soient mûres. Voyons résolument à résoudre ce problème avec justice et n'allons pas punir le producteur canadien parce qu'il se trouve dans un climat où ses récoltes mûrissent un peu plus tard que celles de son rival américain et permettre à ce rival d'accaparer notre marché. Donnons-lui toute la protection qu'il faut pour assurer le marché canadien à tout ce qu'il peut produire.

Quant à nos difficultés de chemins de fer, monsieur l'Orateur, il y a maint aspect qui résulte de la situation actuelle du pays. J'eus l'honneur d'en signaler quelques-uns bien humblement, devant le comité des chemins de fer et de la marine à la dernière session. A mon avis le temps est passé où nous devons couvrir l'Europe d'agents qui, au nom des chemins de fer nationaux sollicitent des envois de marchandises à destination du Canada. Nous avons des agents commerciaux en Europe. Ne pourraient-ils pas voir à ce qui intéresse le réseau national là-bas? Selon moi nous sommes bien mal inspirés de déléguer par toute l'Europe d'innombrables agents des transports. A la page 100 des Journaux de la Chambre (appendice) volume LXI, où figurent les dépositions recueillies devant le comité spécial permanent des Chemins de fer nationaux et de la Marine marchande, on trouve ce qui suit:

M. Harris: Sir Henry Thornton, si la politique du Gouvernement devait changer très considérablement, et que vous trouviez, par exemple, que l'on établit un tarif sur les marchandises venant d'Europe...

M. Kyte: A Dieu ne plaise.

M. Harris...qui vous mettrait dans l'impossibilité d'envoyer vos solliciteurs de trafic de marchandises et de messageries, croyez-vous qu'il soit possible que vous vous trouviez avec une organisation considérable en Europe et peut-être dans l'impossibilité d'obtenir un revenu sur le placement?